
Le “chrysanthème” et la “rose”

Les relations nippto-iraniennes contemporaines



Thierry Kellner

Janvier 2008

L'Ifri est en France le principal centre de recherche et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités, et publie régulièrement ses travaux.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares think tanks français à se positionner au cœur même du débat européen.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et économiques, chercheurs et experts à l'échelle internationale.

Les opinions exprimées ici n'engagent que la responsabilité des auteurs.

Remerciements

La carte en couverture de la collection a été offerte gracieusement à l'Ifri par Philippe Rekacewicz et retravaillée par les soins de Gilles Guidieri.

© Tous droits réservés - Ifri, Paris, 2008
ISBN : 978-86592-234-5

Ifri
27 rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15 - France
Tél. : 33 (0)1 40 61 60 00
Fax: 33 (0)1 40 61 60 60
E-mail : ifri@ifri.org

Eur-Ifri
Rue Marie-Thérèse, 21
1000 - Bruxelles - Belgique
Tél. : +(32) 2 238 51 10
Fax : +(32) 2 238 51 15
E-Mail : info.eurifri@ifri.org

Site Internet : www.ifri.org

Le « chrysanthème » et la « rose » : les relations nippo-iraniennes contemporaines

Par Thierry Kellner

Des relations récentes

Dans la longue durée historique, les échanges et les contacts entre l'Iran et le Japon ont été beaucoup moins intenses – en raison de l'éloignement géographique de l'Archipel – qu'avec d'autres pays asiatiques plus proches comme l'Inde ou la Chine. Au départ, ces relations ont surtout été indirectes. Dans les premiers siècles de notre ère, des objets¹, des motifs décoratifs ou même des textes originaires² de Perse sont occasionnellement parvenus jusqu'au Japon à travers la Chine. Par la suite, des productions japonaises arrivent en Iran grâce aux marchands européens alors que des marchands iraniens sont signalés dans l'archipel nippon au XVII^e siècle³. Ce n'est en fait qu'à partir de l'ère Meiji (1868-1912) que des contacts directs – mais

Thierry Kellner, docteur en relations internationales de l'Institut universitaire de hautes études internationales (IUHEI) de Genève, est chercheur associé au Brussels Institute of Contemporary China Studies (BICCS) et enseigne à l'Université libre de Bruxelles.

¹ Le Shoso-in, trésor du temple de Todaiji à Nara, renferme ainsi des pièces originaires de la Perse sassanide (224-651 de notre ère), notamment des vaisseaux en argent et en verre, mais aussi des textiles. Voir Hayashi, R., *The Silk Road and the Shoso-in*, traduit par R. Ricketts, première édition anglaise, New York, Weatherhill, 1975, 181 p.

² Au début du XIII^e siècle, un moine bouddhiste japonais étudiant en Chine a rencontré des marchands du Moyen-Orient dans le port chinois de Zaytun. Il leur a demandé d'écrire quelques lignes. Ce document a été préservé dans un temple de Kyoto. On peut y lire un passage en persan du Shahnamé.

³ Voir Nagashima, H., « 'Muslim Merchants' visits to Japan in the 17th century », *Journal of East-west Maritime relations*, vol. 1, The Middle Eastern Culture Center in Japan, 1989.

occasionnels – s’instaurent entre l’empire du Soleil-Levant et la Perse : des voyageurs iraniens se rendent au Japon⁴ alors que Tokyo envoie quelques missions en Perse⁵. Du côté iranien, au début du XX^e siècle, comme ailleurs dans le monde musulman, les succès de l’expérience japonaise de modernisation menée pendant la période Meiji sont commentés avec intérêt et admiration⁶, de même qu’est saluée à Téhéran la victoire en 1905 de Tokyo sur l’empire russe⁷ – un voisin particulièrement dangereux pour la Perse⁸. C’est cependant sous le règne de Reza Shah (1925-1941) que les relations diplomatiques entre Tokyo et Téhéran sont officiellement établies. Une légation temporaire japonaise est ouverte dans la capitale perse en 1926 et devient permanente en 1929. Reza Shah, modernisateur autoritaire, s’intéresse au Japon impérial. Les deux pays signeront d’ailleurs un traité d’amitié en 1939. Après le départ en exil du Shah, dans le contexte de la Seconde Guerre mondiale, l’Iran, alors contrôlé par les forces anglo-soviétiques, rompt ses relations diplomatiques avec Tokyo en avril 1942. Elles ne seront rétablies qu’en 1953. Depuis cette date, l’Iran et le Japon ont maintenu des relations ininterrompues.

Des relations essentiellement énergétiques dès l’époque du Shah

Si plusieurs traités sont signés dans divers domaines entre les deux pays dès les années 1950 – un accord culturel⁹ et un accord de coopération technique en 1958 –, les rapports entre Téhéran et

⁴ Voir détails dans Haag-Higuchi, R., « A Topos and its Dissolution : Japan in Some 20th Century Iranian Texte », *Iranian Studies*, vol. 29, n° 1-2, Hiver/Printemps 1996, p. 73.

⁵ La première délégation japonaise à visiter la Perse était composée d’un émissaire du ministère des Affaires étrangères du Japon, Yoshida Masaharu, d’un officier de la marine japonaise, Ienori Honjuku, et de plusieurs marchands. Elle a séjourné en Perse qadjare, notamment à Busher et Téhéran, en 1880. Yoshida Masaharu et Ienori Honjuku ont laissé des témoignages de leur périple.

⁶ Voir Haag-Higuchi, R., « A Topos and its Dissolution : Japan in Some 20th-Century Iranian Texte », *op. cit.* [4], *passim* et Pistor-Hatam, A., « Progress and Civilization in Nineteenth-Century Japan : The Far Eastern State as a Model for Modernization », *Iranian Studies*, vol. 29, n°1-2, Hiver/Printemps 1996, p. 111-126.

⁷ Voir Kreiser, K., « Der japanische Sieg über Russland (1905) und sein Echo unter den Muslimen », *Die Welt des Islams*, vol. 21, 1981, p. 209-239 et Rajabzadeh, H., « Russo-Japanese War as Told by Iranians », *Annals of Japan Association for Middle East Studies*, vol. 3, n° 2, 1988, p. 144-166.

⁸ Voir concernant l’impérialisme russe en Perse, Kazemzadeh, F., *Russia and Britain in Persia, 1864-1914; a study in imperialism*, New Haven, Yale University Press, 1968, ix-711 p.

⁹ Les relations culturelles se sont développées dès le milieu des années 1950. Des missions archéologiques japonaises sont ainsi très actives en Iran entre 1955 et 1979. On en compte pas moins d’une trentaine pendant cette période. Voir détails dans SUGIMURA, T. « Archeological missions to Persia », *Encyclopaedia Iranica*, <www.iranica.com>.

Tokyo sont surtout marqués par l'importance des liens énergétiques. Le Japon – aujourd'hui troisième consommateur de pétrole du monde derrière les États-Unis et la Chine, et deuxième importateur de pétrole – ne dispose en effet d'aucune ressource pétrolière et dépend exclusivement des importations pour assurer son approvisionnement dans ce domaine¹⁰. En raison notamment de sa position géographique¹¹, de sa puissance régionale, de la stabilité de son régime et de sa proximité politique avec les États-Unis et leurs alliés, l'Iran du Shah est naturellement devenu, dans la période de l'après-Seconde Guerre mondiale, un des fournisseurs pétroliers privilégiés de l'Archipel. Le premier accord entre Tokyo et Téhéran dans ce domaine remonte à 1953. À la fin des années 1960, le Japon explore la possibilité de développer des liens directs plus étendus avec le régime du Shah dans le domaine de la pétrochimie et de l'exploration pétrolière. À cette époque, l'Iran est considéré par les autorités japonaises comme plus sûr en cas de conflit israélo-arabe que les autres pays de la région du Golfe en raison de son caractère non arabe. Une coopération plus large en matière pétrolière va se mettre en place entre les deux pays. En 1968, la firme Mitsui, soutenue par le gouvernement japonais, propose au régime iranien la création d'un complexe pétrochimique conjoint à Bandar Shahpur (aujourd'hui Bandar Khomeyni). Cette offre est accueillie très positivement par le Shah, qui cherche à industrialiser l'Iran sur une large échelle et est particulièrement intéressé par l'établissement d'un partenariat stratégique dans ce domaine avec un pays économiquement puissant et technologiquement avancé comme le Japon. En 1973, un consortium, la Iran-Japan Petrochemical Company (IJPC), est établi entre Mitsui et la National Iranian Petrochemical Company (NIPC). L'investissement prévu, environ 2 milliards de dollars de l'époque, est considérable. Il s'agit à l'époque du plus important investissement privé japonais dans le monde, ce qui illustre l'importance des liens énergétiques entre les deux pays. Le projet est encore en cours de réalisation lorsqu'éclate la révolution islamique.

Maintien des relations malgré la révolution islamique

¹⁰ Le pétrole représentait en 2004 48 % du total de l'énergie primaire consommée au Japon. Tokyo importe 100 % du pétrole qu'il consomme.

¹¹ Hormis celles situées en Asie du Sud-Est – comme l'Indonésie –, les productions pétrolières situées dans le golfe Persique sont les moins chères à transporter jusqu'au Japon. C'est ce qui explique la place centrale que cette région occupe dans l'approvisionnement pétrolier de l'Archipel. En 1973, 78,1 % des importations pétrolières japonaises étaient originaires du Moyen-Orient (essentiellement des pays du golfe Persique) contre 89 % en 2004. Les principaux fournisseurs du Japon étaient à cette date l'Arabie Saoudite (26 %), les Émirats arabes unis (25 %) et l'Iran (15 %).

Sur le plan politique, en raison de ses inquiétudes concernant sa sécurité énergétique, le Japon, tout en demeurant très proche de Washington, mène une politique indépendante au Moyen-Orient depuis la crise pétrolière¹² de 1973. Dans ce contexte – et contrairement aux positions américaines –, Tokyo estime, face à la révolution islamique de 1979 et en dépit de certaines turbulences dans ses relations avec Téhéran, qu'il n'est pas souhaitable d'isoler le nouveau régime iranien. Il considère que la poursuite de ses relations avec l'Iran est légitime et même nécessaire, car elle constitue selon lui un moyen de « modérer » la République islamique et de faciliter à terme sa réintégration dans la communauté internationale. En dépit des pressions américaines, puis des inquiétudes qui vont progressivement apparaître dans la communauté internationale à propos de l'activisme révolutionnaire de la République islamique iranienne et du rôle présumé de Téhéran dans le terrorisme international, et malgré l'existence de désaccords politiques profonds avec le régime iranien en ce qui concerne par exemple le conflit israélo-palestinien et le processus de paix au Proche-Orient, le Japon maintient des contacts politiques avec Téhéran pendant les décennies 1980 et 1990. Il adopte cependant un profil bas. Les visites officielles réciproques de hauts responsables restent ainsi très limitées : après quelques déplacements dans les années 1980, aucun haut responsable nippon ne se rendra en République islamique entre la visite à Téhéran en 1991 de Taro Nakayama, alors ministre des Affaires étrangères, et celle de Masahiko Koumura, secrétaire d'État aux Affaires étrangères, en avril 1998. Du côté iranien, aucun ministre des Affaires étrangères ne se rendra au Japon entre 1987 et 1998. Cette attitude prudente de Tokyo n'empêche pas les autorités japonaises de poursuivre une politique indépendante de celle des États-Unis, ce dont Téhéran, très isolé sur la scène internationale, ne peut que se féliciter. Malgré sa proximité avec Washington et même s'il se plie aux préférences américaines à certaines occasions, Tokyo refuse de s'aligner systématiquement sur la politique américaine en ce qui concerne l'Iran. Le Japon désapprouve ainsi la politique de « double endiguement » mise en place par l'Administration Clinton en 1993 à l'égard de Téhéran et de Bagdad, et déplore l'approbation par le Congrès américain de la « Loi de sanctions Iran-Libye » (Iran and Lybia Sanctions Act, ILSA) en 1996. Progressivement, au cours de la seconde partie de la décennie 1990, il favorise le développement d'un « dialogue politique à haut niveau » avec l'Iran – un choix très proche de celui du « dialogue critique » mise en place par l'Union européenne (UE) dans la seconde moitié de la décennie 1990 –, une ouverture que Téhéran cherche bien entendu à utiliser et à élargir. Ce choix du Japon constitue en effet une opportunité politique et

¹² Voir concernant les relations entre Tokyo et Tel Aviv : Shaoul, R., « Japan and Israel : an evaluation of relationship-building in the context of Japan's Middle East policy », *Israel Affairs*, vol. 10, n° 1, 2004, p. 273-297.

diplomatique significative pour le régime iranien en lui permettant de réduire son isolement international et de contrebalancer l'influence américaine. Par ailleurs, l'amitié de Tokyo pourrait également s'avérer utile à la République islamique en cas de difficultés avec Washington. Étant donné la proximité de Tokyo avec les États-Unis, Téhéran peut espérer voir le Japon jouer un rôle de médiateur en cas de crise. Autant d'arguments qui invitent alors la République islamique à cultiver ses contacts avec le Japon.

Dans le domaine pétrolier, le changement de régime à Téhéran, les troubles politiques et la crise des otages qui opposent le nouveau régime iranien aux États-Unis ont placé Tokyo devant un choix difficile, tiraillé entre son allié américain et ses intérêts énergétiques en Iran. Dans le sillage de la révolution islamique, le Japon, traditionnellement très attentif à sa sécurité énergétique, va essayer de concilier ses intérêts contradictoires. Si les relations bilatérales nippo-iraniennes connaissent des turbulences, les liens énergétiques tissés entre les deux pays à l'époque du Shah ne sont pas remis en cause malgré le nouveau contexte politique iranien. Le nouveau régime en place à Téhéran cherche à poursuivre ses relations dans ce domaine avec le Japon. Il informe ainsi Tokyo en septembre 1979 de son intérêt pour la relance du projet de complexe pétrochimique conjoint de Bandar Shahpur. Ce dernier a en effet été suspendu depuis mars 1979 par la firme Mitsui en raison des événements politiques en Iran et Téhéran voudrait le voir redémarrer rapidement. Cette offre iranienne est accueillie positivement à Tokyo. Après des discussions serrées, en raison de leur intérêt commun, les deux parties vont s'accorder pour poursuivre la mise en place de ce complexe¹³. Outre ses intérêts énergétiques, le Japon considère que les coûts de l'abandon de ce projet déjà complété à 85 % seraient trop importants. La crise des otages américains qui éclate en novembre 1979 complique cependant la position de Tokyo. Pour protéger ce projet, il maintient ses contacts et évite dans un premier temps de critiquer directement Téhéran, ce qui lui vaut en retour de sévères reproches américains. Les remontrances de Washington l'amènent à prendre une position plus critique à l'égard de l'Iran en s'associant aux sanctions modérées adoptées par les pays de la Communauté européenne. Mais en dépit de tensions avec Téhéran et malgré les demandes américaines, le Japon ne rompt pas ses relations diplomatiques avec l'Iran. La libération des otages américains en janvier 1981 va ensuite faciliter la poursuite des relations entre Téhéran et Tokyo. Les sanctions japonaises sont levées rapidement après cette libération. Mais des difficultés surgissent cette fois en raison de l'éclatement de la guerre Iran-Irak. Durant ce conflit, le Japon, qui entretient des relations avec les deux

¹³ Voir détails dans YOSHITSU, M., « Iran and Afghanistan in Japanese Perspective », *Asian Survey*, vol. 21, n° 5, mai 1981, p. 501-514. (déclaration de M. Bazargan à Naohiro Amaya, p. 503)

belligérants – l'Irak est également un de ses fournisseurs pétroliers –, propose ses bons offices et entreprend des efforts diplomatiques pour essayer d'amener les deux pays à mettre un terme au conflit qui menace ses approvisionnements pétroliers originaires du Golfe et gêne la réalisation de son projet de Bandar Shahpur. En août 1983, le ministre des Affaires étrangères japonais se rend par exemple en mission de paix à Téhéran et à Bagdad et en 1988, le Japon participera au sein de l'Organisation des Nations unies (ONU) aux négociations qui aboutiront à l'adoption de la résolution 598 mettant fin au conflit. La poursuite du conflit rend toutefois l'achèvement du projet de Bandar Shahpur impossible¹⁴. Elle amène finalement Tokyo à chercher à se désengager de ses obligations à l'égard de l'Iran. Après de longues tractations, les parties mettent fin à ce projet en 1988 moyennant le versement d'un substantiel dédommagement japonais à Téhéran¹⁵.

Pourtant, étant donné les besoins d'importations japonais, cet échec cuisant ne met pas un terme aux liens pétroliers entre les deux pays dans la décennie suivante. Pendant cette période, le Japon évite néanmoins de s'engager à nouveau dans des projets à large échelle dans le secteur énergétique iranien. La République islamique continue de son côté à tirer profit des besoins pétroliers de Tokyo. Elle alimente le Japon et demeure un de ses principaux fournisseurs. Vu d'Iran, à la fin de la décennie 1990, le Japon occupe une place essentielle dans le commerce extérieur du pays. En 1999, l'Archipel est son premier partenaire économique et le premier marché d'exportation pour le pétrole iranien. En matière économique, les liens entre les deux pays ne sont pas insignifiants. Même si leurs investissements restent modestes, les compagnies privées japonaises sont actives en République islamique pendant toute cette période. Entre 1979 et 1999, Téhéran bénéficie d'investissements directs japonais estimés à 529 millions de dollars, ce qui n'est pas négligeable vu l'isolement international du régime. Outre les relations économiques et pétrolières, dans le cadre de sa politique d'aide au développement (Official Development Assistance, ODA), le Japon assiste la République islamique, notamment dans le domaine des infrastructures. Au déplaisir de Washington, Tokyo lui octroie en juin 1993, par l'intermédiaire de la Japan Bank for International Cooperation, un prêt important pour la mise en place de la première phase du projet hydroélectrique de Masjid-e Soleiman sur le fleuve Karun. Cette décision fait de l'Iran le plus important bénéficiaire de l'assistance japonaise dans ce domaine après la Chine. Mais en 1994, face aux pressions américaines et pour préserver ses relations

¹⁴ Le site de Bandar Shahpur a été bombardé à plusieurs reprises par l'aviation irakienne au cours de la guerre Iran-Irak, entraînant son évacuation et l'arrêt des travaux.

¹⁵ Voir Takahashi, K., « The Iran-Japan petrochemical project. A complex issue » dans *Japan in the contemporary Middle East*, K. Sugihara et J. A. Allan (dir.), Londres/New York, Routledge, 1993, p. 83-93.

avec Washington, Tokyo décide cependant de geler l'attribution de nouveaux prêts à Téhéran¹⁶.

Le rapprochement s'accélère sous la présidence Khatami

Comme dans le cas des pays de l'Union européenne, l'arrivée à la présidence en août 1997, du « réformateur » Mohammad Khatami, considéré comme un « modéré » par de nombreux observateurs, offre un nouveau climat favorable à l'approfondissement des relations bilatérales nippo-iraniennes. Malgré la persistance d'inquiétudes à Tokyo à propos du développement d'armes de destruction massive et de missiles balistiques par Téhéran, le Japon met en avant comme justification à sa politique d'ouverture à l'égard de la République islamique le nouveau climat politique dans le pays et les progrès réalisés en Iran dans le domaine de la démocratisation. Sous la présidence Khatami, le rapprochement entre les deux pays s'accélère graduellement à partir de la fin de l'année 1997 dans les domaines économique et politique. En matière économique, Tokyo annonce en juillet 1998 son intention de rétablir au bénéfice de Téhéran son assurance pour le commerce et les investissements à moyen et long termes¹⁷. Cette mesure est destinée à stimuler les échanges et à ouvrir la porte à des investissements japonais plus importants en République islamique. Elle sera finalement adoptée en janvier 2000 et les entreprises japonaises vont rapidement en tirer profit. Entre temps, à l'été 1998, une mission de la Japan Business Federation (*Keidanren*) a visité l'Iran alors que Téhéran a organisé un séminaire à Osaka en octobre pour présenter aux entreprises japonaises les opportunités d'investissements en République islamique. En novembre, Tokyo signale son intention de reprendre ses prêts en yen à l'Iran – notamment en ce qui concerne le projet sur le fleuve Karun – et le mois suivant, à l'occasion de la visite du ministre iranien des Affaires étrangères dans la capitale japonaise, le Japon et l'Iran publient une déclaration conjointe dans laquelle ils s'engagent à accroître leur coopération économique. Tokyo s'accorde aussi en janvier 1999 avec Téhéran pour établir un plan de refinancement d'une partie de la dette iranienne à l'égard des entreprises privées japonaises (soit 500 millions de dollars sur les 2,6 milliards de dettes de l'Iran à leur égard¹⁸). Enfin, après la réélection de M. Khatami en avril 2000, le ministère japonais de l'Économie, traditionnellement chargé d'assurer la sécurité énergétique du pays – et qui vient de subir un important revers pétrolier en Arabie Saoudite en n'obtenant

¹⁶ Masaki, H., « MITI to resume Iran trade insurance », *The Japan Times*, 16 juillet 1998.

¹⁷ *Idem*

¹⁸ Masaki, H., « Japan, Iran agree to debt-refinancing plan », *The Japan Times*, 26 janvier 1999. À l'époque, la dette totale de l'Iran s'élevait à 16 milliards de dollars.

pas le renouvellement de la concession pétrolière de Khafji, située dans la « zone neutre » entre l'Arabie Saoudite et le Koweït et détenue depuis 1958 par la compagnie japonaise Arabian Oil Company, Ltd. (AOC)¹⁹ – prend l'initiative de proposer à la République islamique la tenue d'un dialogue régulier avec son ministère du Pétrole, avec pour objectif d'explorer les possibilités pour les compagnies japonaises de participer au développement du secteur iranien des hydrocarbures. Cette proposition – qui rompt avec la politique suivie jusque-là par le Japon en matière énergétique et n'a, semble-t-il, guère le soutien du ministère japonais des Affaires étrangères puisqu'elle va à l'encontre de la politique de sanctions américaines contre Téhéran – est très bien accueillie par la République islamique qui y voit une opportunité économique, mais aussi politique, d'élargir ses relations avec Tokyo dans un secteur stratégique. Les discussions entre les deux parties s'engagent dès le mois d'août 2000.

Dans le domaine politique, les visites réciproques de hauts responsables se multiplient également à partir de la fin de l'année 1997 – ainsi en décembre 1998 la première visite d'un ministre iranien des Affaires étrangères à Tokyo depuis 1987 –, avant de culminer avec le déplacement du président Khatami dans la capitale japonaise en novembre 2000. Il s'agit de la première visite d'un dirigeant iranien de cette importance depuis les années 1950. Le bilan de ce déplacement est très positif pour le régime iranien sur le plan diplomatique et en termes d'image puisque la seconde économie du monde, qui est en même temps un des proches alliés des États-Unis, manifeste concrètement sa volonté d'entretenir des relations normales avec la République islamique, contrairement à la politique d'isolement de l'Iran poursuivie par Washington. Au-delà du gain diplomatique, Téhéran engrange également à ce moment des bénéfices économiques non négligeables. Tokyo rétablit en effet à l'occasion de cette visite ses facilités de crédit à l'exportation en sa faveur. Suite à cette décision, l'Iran devient à partir de 2001 l'un des plus importants bénéficiaires de ce type de facilités japonaises au Moyen-Orient. Entre 2001 et 2006 (année fiscale 2005), il reçoit ainsi environ 2,8 milliards de dollars de facilités de la part de Tokyo²⁰. À

¹⁹ Sur l'échec des discussions autour de la concession de Khafji, voir Kandii, A., « The political Economy of International Cooperation between Japan and Saudi Arabia: The Arabian oil Company as a Case Study », *Annals of the Japan Association for Middle East Studies* (日本中東学会年報), n°22-1, Août 2006, p. 21-61. Outre la volonté du MITI (auj. METI) de rétablir sa réputation après cet échec, il semble également que le ministre japonais de l'Économie, Hiranuma Takeo, a joué un rôle de premier plan dans le lancement des discussions avec Téhéran à propos de la participation du Japon au secteur des hydrocarbures iraniens. Voir détails dans Shaoul, R., « An Evaluation of Japan's Current Energy Policy in the Context of Azadegan oil Field Agreement Signed in 2004 », *Japanese Journal of Political Science*, vol. 6, n°3, 2005, p. 411-437.

²⁰ Chiffres compilés d'après les rapports annuels de la Japan Bank for International Cooperation.

l'occasion de la visite du président iranien, un nouveau prêt de 65 millions de dollars est également accordé à la République islamique pour la mise en place de la phase II du projet hydroélectrique de Masjid-e Soleiman. Cette infrastructure n'est pas négligeable puisqu'elle devrait fournir une fois terminée environ 10 % de l'électricité consommée en Iran. Ce prêt s'inscrit dans l'assistance que Tokyo fournit depuis de nombreuses années à Téhéran à travers son programme de coopération au développement. À travers ce dernier, le Japon cherche semble-t-il à faciliter son accès aux ressources iraniennes en hydrocarbures²¹. Quelle que soit l'efficacité de cet instrument – dont doutent de nombreux observateurs –, en matière d'aide au développement, la République islamique a, entre 1995 et 2004, bénéficié en moyenne de 48 millions de dollars d'assistance japonaise par an sous forme de prêts, de dons, d'assistance technique et d'aides d'urgence. Si cette somme n'équivaut qu'à une fraction de l'ensemble de l'aide japonaise au développement (moins de 1 % de son budget total), vu de République islamique, elle est loin d'être négligeable. Elle représente en effet 22 % du total de l'assistance reçue par l'Iran pendant cette période et fait du Japon le second pourvoyeur d'aide à la République islamique derrière l'Allemagne²².

Par ailleurs, la question des hydrocarbures est également placée à l'agenda des rencontres entre les représentants des deux pays lors de la visite du président iranien à Tokyo. Le 31 octobre 2000, le ministre japonais de l'Économie et le ministre iranien du Pétrole signent un accord préliminaire sur la participation du Japon au développement du champ d'Azadegan, un gisement situé dans le sud-ouest iranien (province du Khouzistan), non loin de la frontière irakienne, découvert en 1999. Ce dernier est présenté comme une des plus importantes découvertes pétrolières au Moyen-Orient. L'Iran, soucieux d'utiliser au mieux l'intérêt du ministère japonais de l'Économie pour ses ressources, accorde pragmatiquement au Japon – moyennant la promesse d'un investissement de 200 millions de dollars – le droit exclusif de négocier son développement. En y associant Tokyo, Téhéran poursuit divers objectifs. Il entend d'abord s'assurer la technologie et les investissements dont il ne dispose pas et qui sont nécessaires à la mise en exploitation de ce gisement. Outre les bénéfices économiques, il entend tout autant engranger des dividendes politiques de cette participation japonaise au développement de son secteur des hydrocarbures. Cette dernière permet en effet d'indisposer Washington en portant un coup direct à sa politique de sanctions à son égard et d'élargir la possibilité de voir d'autres acteurs internationaux – principalement asiatiques et européens – suivre l'exemple japonais et défier la politique

²¹ Voir Pontius, P. R. D., « Japan's New National Energy Strategy and Iran : Geopolitics or Geo-economics ? », Discussion Paper, The Institute of Energy Economics, Novembre 2006, p. 11 (<http://eneken.ieej.or.jp/en/index.html>).

²² *Idem*, p. 9 sq.

américaine. Par ailleurs, elle offre également à Téhéran la possibilité d'élargir sa coopération avec Tokyo dans un secteur stratégique. Le calcul de la République islamique est que ce renforcement des intérêts pétroliers japonais en Iran amènera Tokyo à poursuivre son rapprochement et à lui fournir, en cas de besoin, un appui diplomatique face aux pressions américaines. Preuve que ce calcul n'est pas complètement illusoire, les visites de hauts représentants japonais en Iran se multiplient au cours de l'année 2001. Le ministre de l'Économie, Hiranuma Takeo, très enthousiaste à propos du projet d'Azadegan, se rend en République islamique en juillet 2001 en compagnie d'une délégation d'hommes d'affaires comptant 80 personnes afin de renforcer les relations entre les deux pays. Outre l'affirmation de leur volonté de conclure rapidement un accord sur Azadegan, Téhéran et Tokyo confirment à cette occasion leur soutien à la participation japonaise au développement du champ gazier de Pars Sud ainsi qu'à celui du gisement pétrolifère de Ahwaz-Bangestan dans l'ouest de l'Iran, autant de projets affaiblissant la politique de sanctions menée par Washington. Les deux pays annoncent également qu'ils vont explorer les possibilités de participation du Japon à l'aval pétrolier iranien et lancer un programme destiné à assurer la formation dans l'Archipel de cent experts iraniens dans le domaine de l'énergie²³. Par ailleurs, sur le plan diplomatique, le Japon condamne officiellement le renouvellement pour cinq ans de la Loi de sanctions Iran-Libye (ILSA) par le président George W. Bush en août 2001 et laisse entendre qu'il pourrait déposer une plainte devant l'Organisation mondiale du commerce (OMC) si les États-Unis recouraient à cette législation pour punir des firmes japonaises participant au développement d'Azadegan²⁴. Les relations nippo-iraniennes semblaient donc se développer très favorablement, offrant à Téhéran un espace de respiration diplomatique important, lorsque sont survenus les attentats du 11 septembre. Ces derniers ont considérablement modifié la donne.

La période post-11 septembre

Dans la période post-11 septembre, le rapprochement en cours entre le Japon et l'Iran, sans être totalement remis en question, est cependant entré dans une nouvelle période de turbulences en raison du contexte international. Après avoir essayé dans un premier temps de conserver son niveau de relations avec Téhéran, l'Administration japonaise a choisi de se rapprocher davantage de Washington, notamment en raison des craintes de l'Archipel face au problème du

²³ « Japan, Iran agree to work toward contract regarding Azadegan oil field », *The Japan Times*, 10 juillet 2001.

²⁴ D'après Penn, M., « The battle of Azadegan : Japan, oil and Independence », *Japan Focus*, 27 août 2005.

nucléaire nord-coréen. Par rapport à l'Iran, sa nouvelle proximité avec l'Administration Bush l'a amené à être plus sensible aux pressions et aux préférences américaines. Afin de ne pas indisposer Washington, le Japon a ainsi prudemment choisi d'ignorer le terme de décembre 2001 qui avait été fixé pour les négociations bilatérales en vue de conclure un accord avec Téhéran sur sa participation au développement d'Azadegan. Les déclarations du président Bush classant l'Iran dans l'« axe du Mal » en janvier 2002 n'ont fait ensuite qu'inciter Tokyo à redoubler de prudence dans ses relations avec la République islamique. De son côté, dans le contexte des déclarations du président américain, Téhéran s'est irrité de ce rapprochement japonais avec Washington. Des divergences de vues, notamment à propos du conflit israélo-palestinien, sont aussi apparues plus clairement en mai 2002 à l'occasion de la visite du ministre japonais des Affaires étrangères à Téhéran. Pourtant, dans le contexte post-11 septembre, la République islamique a continué à considérer le maintien de ses relations avec le Japon comme essentiel. Ces dernières s'inscrivent en effet dans la politique plus globale de rapprochement avec les pays asiatiques que le régime iranien a mis en œuvre pour profiter de l'émergence d'un monde multipolaire et limiter les effets négatifs de sa relation d'hostilité avec les États-Unis²⁵. Ainsi, malgré les difficultés que nous venons d'évoquer, Téhéran s'est efforcé de préserver ses liens avec Tokyo. Les discussions bilatérales autour de la question d'Azadegan ont ainsi lentement progressé pendant l'année 2002 et le début de l'année 2003. L'alignement japonais sur les positions américaines à l'occasion du déclenchement de la guerre d'Irak au printemps 2003 ne les a pas interrompues, même s'il a pesé sur elles. En juin 2003, les deux pays semblaient sur le point de conclure un accord sur ce projet. Mais les pressions américaines sont venues perturber leurs relations bilatérales. Washington a pesé de tout son poids sur son allié de Tokyo, lui faisant savoir qu'un accord avec la République islamique pourrait mettre à mal leurs relations bilatérales. Dans le contexte de la montée de l'inquiétude autour du programme nucléaire iranien, confrontées à un choix délicat entre leurs intérêts pétroliers, leur position traditionnelle en faveur de la non-prolifération et leurs relations avec Washington, les autorités japonaises ont alors préféré surseoir à la signature de l'accord, au déplaisir de Téhéran – qui s'est pourtant abstenu de dénoncer trop violemment cette attitude. Pour mettre la pression sur Tokyo, la République islamique a cependant laissé entendre que les compagnies chinoises pourraient être intéressées par ce projet en l'absence du Japon²⁶.

En dépit du refroidissement des relations bilatérales, la

²⁵ Sur cette politique, voir Kellner, T., Therme, C., « Les ententes multipolaires de l'Iran : aspects russe et asiatiques de la politique étrangère de Téhéran », *Politique étrangère*, 4/2007, décembre 2007.

²⁶ Penn, M., « The battle of Azadegan : Japan, oil and Independence », *op. cit.* [24]

République islamique a rapidement multiplié les initiatives pour amener Tokyo à reprendre les négociations et à revoir sa position. En août, le ministre iranien du Pétrole a déclaré que la signature d'un accord bilatéral sur Azadegan était toujours possible et à la fin du mois, le ministre iranien des Affaires étrangères s'est rendu dans l'Archipel pour calmer les inquiétudes japonaises et rassurer Tokyo quant aux intentions iraniennes en matière nucléaire. Kamal Kharazzi a transmis à cette occasion aux autorités japonaises une lettre du président Khatami assurant que l'Iran n'avait pas de programme d'armement nucléaire secret. Téhéran a par ailleurs annoncé en octobre 2003 qu'il allait suspendre son programme d'enrichissement d'uranium, signer le protocole additionnel du traité de non-prolifération nucléaire (TNP) – ce qu'il fera effectivement en décembre 2003 –, et pleinement coopérer avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Malgré ces initiatives iraniennes, les relations bilatérales ont mis un certain temps à se réchauffer en raison non seulement des pressions continues de Washington sur Tokyo mais aussi du fait du peu d'enthousiasme manifesté pour le projet d'Azadegan par le nouveau ministre japonais de l'Économie nommé en septembre 2003. À l'hiver 2003, face à l'immobilisme japonais, Téhéran a une nouvelle fois menacé de s'adresser à d'autres partenaires, un avertissement largement ignoré par les autorités japonaises. La situation n'a finalement évolué qu'après la signature par Téhéran du protocole additionnel au TNP le 18 décembre 2003. Cette dernière a détendu quelque peu le climat international et amené Washington à relâcher sa pression sur son allié japonais. Elle a donc facilité la relance des discussions nippo-iraniennes autour d'Azadegan. Le ministre japonais des Affaires étrangères s'est ainsi rendu en Iran pour examiner la question avec les autorités iraniennes en janvier 2004 et Tokyo et Téhéran se sont entendus sur ce projet en février 2004²⁷.

Plusieurs facteurs expliquent la conclusion de cet accord. Selon certains observateurs, Washington a semble-t-il limité ses pressions sur Tokyo en ce qui concerne ce projet pétrolier en contrepartie de la décision des autorités japonaises d'envoyer des forces en Irak. Cet argument a cependant été démenti par l'Administration Bush²⁸. D'un autre côté, la multiplication des acquisitions pétrolières des compagnies chinoises à l'étranger, en inquiétant les autorités japonaises, semble avoir joué un rôle primordial dans la décision de Tokyo de s'engager dans le secteur des hydrocarbures iraniens²⁹. La pénétration pétrolière chinoise a en fait été utilisée par les partisans du projet d'Azadegan au sein de l'Administration nippone – singulièrement du ministère de l'Économie

²⁷ Voir Penn, M., « Oil and Power : The Rise and Fall of the Japan-Iran Partnership in Azadegan », *Japan Focus*, décembre 2006.

²⁸ *Idem*.

²⁹ Shaoul, R., « An Evaluation of Japan's Current Energy Policy in the Context of Azadegan oil Field Agreement Signed in 2004 », *op. cit.*, [19], p. 435.

(METI) – pour convaincre le nouveau ministre de l'Économie, réticent jusque-là. Quoi qu'il en soit, en vertu de l'accord signé entre les deux parties, la compagnie japonaise Inpex est alors devenue l'opérateur principal pour le développement de la structure d'Azadegan, dont les réserves sont officiellement évaluées à 26 milliards de barils et la production après développement à 260 000 barils/jour. L'investissement japonais a été estimé à 2,8 milliards de dollars. À sa signature, cet accord n'a fait l'objet que de critiques mesurées de la part de l'Administration américaine. Sa conclusion a constitué un succès diplomatique et économique très important pour Téhéran. Elle a ouvert la perspective d'un nouvel approfondissement des relations bilatérales nippo-iraniennes, mais également la possibilité de voir d'autres pays suivre l'exemple japonais. Ce sera le cas de la Chine et de l'Inde.

Les blocages : la présidence Ahmadinejad et la question nucléaire

Rapidement cependant, les choses se sont compliquées entre les deux pays. Le changement d'atmosphère politique en Iran à partir du début de l'année 2004 avec la victoire des conservateurs à l'occasion des élections législatives iraniennes, les difficultés liées au comportement de l'Iran dans la question du programme nucléaire – le Japon critique par exemple la reprise par Téhéran de la fabrication des composants de centrifugeuse en août 2004 –, de même que les inquiétudes japonaises à propos des essais de missiles effectués par Téhéran à l'été 2004, ont pesé sur les relations bilatérales. De son côté, l'Administration américaine a réactivé ses pressions sur Tokyo et relancé ses critiques à l'égard du projet d'Azadegan à l'été 2004. Elle a conseillé à son allié japonais de privilégier d'autres fournisseurs ou de développer de nouveaux liens avec des pays producteurs comme la Libye plutôt que de poursuivre la mise en œuvre de cet accord avec l'Iran pour assurer son approvisionnement pétrolier. D'autres facteurs comme la réélection du président Bush et le renouvellement d'une ligne politique plus dure à l'égard de l'Iran, et l'accent renouvelé que le gouvernement japonais a mis sur son alliance avec Washington à l'automne 2005, ont également pesé sur les rapports entre Tokyo et Téhéran³⁰. Mais c'est après l'élection du conservateur Mahmoud Ahmadinejad à la présidence iranienne que les rapports bilatéraux nippo-iraniens se sont dégradés. L'arrivée au pouvoir du conservateur Ahmadinejad a rapidement invalidé l'argumentation japonaise développée à l'époque de Khatami selon laquelle les relations avec Téhéran étaient légitimes en raison des « avancées démocratiques » de la République islamique. La politique

³⁰ Voir détails dans Penn, M., « Oil and Power: The Rise and Fall of the Japan-Iran Partnership in Azadegan », *op. cit.* [27]

menée par la nouvelle Administration iranienne est allée dans le sens contraire à une libéralisation de la vie sociale et politique du pays³¹, plaçant Tokyo dans une position délicate. Le dialogue mis en place entre les deux pays sur la question des droits de l'homme – une particularité de leurs relations bilatérales – n'a ainsi pas été organisé entre la réunion de juin 2004 et juin 2007. Les difficultés de Mahmoud Ahmadinejad à désigner un nouveau ministre du Pétrole pendant plusieurs mois ont aussi pesé sur la mise en œuvre du projet d'Azadegan. Mais c'est surtout l'adoption par la nouvelle Administration iranienne d'une ligne politique radicale en matière de politique étrangère et sur le dossier du nucléaire qui a constitué le principal obstacle à la poursuite du rapprochement entre les deux pays. En août 2005, l'Iran a annoncé qu'il allait reprendre la conversion d'uranium dans son usine d'Ispahan, une décision que le Japon a officiellement regretté, d'autant qu'elle a relancé les tensions irano-américaines et ouvert la perspective de nouvelles pressions de Washington sur l'Archipel. Aussi, le mois suivant, Tokyo soutient la résolution de l'AIEA du 29 septembre 2005 qui prévoit un recours implicite au Conseil de sécurité des Nations unies. Il invite par ailleurs « fortement » l'Iran à mettre en application toutes les conditions des résolutions appropriées de l'AIEA comprenant la suspension de toutes les activités liées à l'enrichissement et au retraitement de l'uranium sans exception, y compris la conversion de l'uranium, et le presse de retourner à la table des négociations avec les trois pays européens, une position dont les autorités iraniennes ne tiennent pas compte. En février 2006, l'Iran renonce à appliquer le protocole additionnel du traité de non-prolifération nucléaire signé en décembre 2003 en réaction à la transmission du dossier nucléaire au Conseil de sécurité de l'ONU et en avril 2006, Téhéran lève les scellés placés par l'AIEA sur plusieurs centres de recherche nucléaire, une action que le Japon condamne.

Outre ces développements qui détériorent le climat international, les autorités japonaises s'inquiètent également des diverses déclarations et prises de position radicales du président Ahmadinejad à propos d'Israël. En raison de cet ensemble d'incertitudes liées aux développements de la question nucléaire et à la nouvelle politique suivie par Mahmoud Ahmadinejad, la compagnie japonaise Inpex adopte une attitude attentiste évoquant diverses difficultés comme le problème du déminage préalable du champ d'Azadegan ou les risques liés à la proximité de la frontière irakienne pour ralentir le début des travaux. Aucun progrès significatif n'est enregistré entre 2004 et 2006 dans le développement du gisement –

³¹ Voir le bilan de M. Ahmadinejad dans Amuzegar, J., « The Ahmadinejad Era: Preparing for the Apocalypse », *Journal of International Affairs*, vol. 60, n° 2, Printemps/Été 2007, p. 35-53. (spécialement « Sociopolitical Record », p. 46 sq.).

au grand dam puis à l'agacement de Téhéran³². En février 2006, l'Iran essaye une nouvelle fois de rassurer Tokyo sur ses positions en dépêchant dans l'Archipel son ministre des Affaires étrangères. Mais lors de sa rencontre avec Taro Aso, le ministre japonais des Affaires étrangères, ce dernier condamne la position iranienne concernant la poursuite de l'enrichissement de l'uranium³³. Chacun campe sur sa position. Face aux turbulences dans ses relations avec Tokyo, Téhéran choisit à la fois la menace – en déclarant qu'il pourrait reconsidérer les projets de développement pétrolier et les autres intérêts économiques du Japon en Iran si ce dernier soutient les efforts américains contre lui³⁴ – et l'apaisement, en proposant d'associer le Japon à son programme nucléaire – une proposition qui n'aura en réalité aucune suite³⁵. De son côté, Tokyo conserve une attitude prudente et prend même quelques distances supplémentaires. Des signes d'un refroidissement peuvent être relevés au début de l'année 2006. Le Japon approuve la transmission du dossier nucléaire iranien au Conseil de sécurité de l'ONU en février. Certaines compagnies pétrolières japonaises comme la Nippon Oil Corporation annoncent pour leur part en mars 2006 leur intention de réduire leurs importations pétrolières originaires d'Iran³⁶. Conséquence de ces décisions, à la fin de cette année, la part du pétrole iranien est ramenée à 11,34 % des importations de pétrole brut de l'Archipel³⁷. Malgré cette réduction, Téhéran demeure le troisième fournisseur pétrolier de Tokyo derrière les Émirats arabes unis (26,6 % des importations pétrolières totales du Japon) et surtout l'Arabie Saoudite (29,7 % des importations pétrolières japonaises)³⁸. Par ailleurs, en dépit des effets d'annonce, ces mesures des compagnies pétrolières japonaises n'ont été que transitoires. Selon la presse iranienne, les chiffres d'avril 2007 montrent en fait une augmentation³⁹ de 12,8 % par rapport à avril 2006. Les compagnies pétrolières japonaises n'ont donc pas renoncé à leurs relations pétrolières avec la République islamique. Le Japon est resté le premier importateur de pétrole iranien devant la Chine pour l'année

³² Voir les déclarations de M. Bazargan en mai 2006 dans « INPEX in Azadegan : Delay is not an option », *Shingetsu Newsletter*, n° 284, May 27, 2006.

³³ Watkins, E., « Watching the World : Nuclear Iran worries Japan », *Oil and Gas Journal*, vol. 104, issue 11, 20 mars 2006.

³⁴ Voir « The Iranian Ambassador talks tough in Tokyo », *Shingetsu Newsletter*, n° 273, 19 mai 2006.

³⁵ M. Mottaki a fait une proposition dans ce sens à J. Koizumi en février 2006 et a aussi proposé en mai la création d'un consortium pour l'enrichissement de l'uranium entre l'Iran et d'autres pays, dont le Japon. Voir Penn, M., « Foreign minister Mottaki in Japan : the balance sheet », *Shingetsu Newsletter*, n°207, 6 mars 2006, et Penn, M., « Will Tehran call Tokyo's bluff ? », *Shingetsu Newsletter*, n° 263, 9 mai 2006.

³⁶ Watkins, E., « Watching the World : Nuclear Iran worries Japan », *op. cit.* [33]

³⁷ Calcul de l'auteur d'après International Energy Agency, *Oil information 2007*, OCDE, Paris, 2007, p. iii. 295

³⁸ Calcul de l'auteur d'après: *Idem*

³⁹ Penn, M., « '300' vs. 'The glory of Persia' : Reflections on Iranian Cultural Diplomacy in Japan », *Shingetsu Newsletter*, n° 650, 17 juin 2007.

2006-2007, avec près de 12 milliards de dollars d'achat⁴⁰.

Plus dommageable pour Téhéran, l'implication de Tokyo dans son secteur pétrolier ne s'est pas concrétisée. Il s'agit d'un revers économique mais aussi politique non négligeable. Les tensions internationales autour du programme nucléaire iranien et les risques que ce programme comporte pour la stabilité du Moyen-Orient – région essentielle pour l'approvisionnement pétrolier et gazier japonais –, l'intransigeance de l'Administration Ahmadinejad dans le dossier nucléaire, l'attachement japonais à la non-prolifération et la difficulté pour Tokyo d'apparaître lénifiant face à la question nucléaire iranienne – alors qu'il a adopté une attitude musclée face au programme nucléaire de Pyongyang et à l'essai nucléaire de Pyongyang⁴¹ le 9 octobre 2006 –, mais aussi les pressions publiques et privées américaines croissantes constituent autant de facteurs qui expliquent cette décision japonaise. Certains observateurs ont également noté que l'Administration Abe a choisi de prendre ses distances avec Téhéran concernant Azadegan pour signaler à Washington son engagement à renforcer l'alliance nippo-américaine⁴². À ces facteurs politiques, il faut également ajouter le fait que la rentabilité financière du projet n'était guère assurée pour Inpex en raison notamment des conditions du contrat « buy-back » conclu avec la NIOC. Privée de l'appui financier du gouvernement japonais, Inpex ne pouvait plus guère compter sur le soutien des banques en raison des tensions internationales liées aux développements de la question nucléaire. Le financement du projet était donc devenu plus que problématique. Quoi qu'il en soit, à la satisfaction de certains au Japon, notamment au sein du ministère des Affaires étrangères⁴³, l'accord signé entre Téhéran et Tokyo en février 2004 a été reconsidéré en octobre 2006, non sans que Téhéran ait essayé de ramener le Japon à poursuivre la coopération dans ce domaine en lui laissant un nouveau délai pour clarifier ses intentions. Mais l'Administration Abe a préféré se désengager. La participation japonaise a été fortement réduite sans cependant être complètement annulée. Elle est désormais fixée à 10 %, contre 75 % au départ. Inpex n'est plus « opérateur » de ce projet mais seulement « partenaire ». Tokyo et Téhéran ont ainsi laissé la porte entrouverte pour l'avenir. Mehdi Bazargan, le directeur de la Petroleum Engineering & Development Company, a indiqué quelques jours

⁴⁰ L'année iranienne débute le 21 mars de l'année (n) pour se terminer le 21 mars de l'année (n+1). Chiffre (estimation Eurostat) tiré de Forget, B., « Le commerce extérieur de l'Iran en 2006 », Mission économique française à Téhéran, Minefi-DGTPE, Fiche de synthèse, Téhéran, 12 juin 2007, p. 3
(http://www.missioneco.org/Iran/documents_new.asp?V=3_PDF_134179)

⁴¹ MIURA, J., « N-test bedevils Azadegan oil field project in Iran », *The Yomiuri Shimbun*, 16 octobre 2006.

⁴² Penn, M., « Giving Up on Azadegan was a Strategic failure », *The Herald Tribune-Asahi Shinbun*, 23 décembre 2006.

⁴³ Voir Takahara, K., « Iran oil deal gone, as is headache », *Japan Times*, 14 octobre 2006.

après la révision de l'accord que « *(i)f, in the future, Inpex solves its domestic problems, it is possible in the event of an agreement for Inpex to get back its shares or parts of its shares* », alors que le ministre iranien du Pétrole Kazem Vaziri Hamaneh a déclaré qu'il pourrait être possible pour Inpex de regagner 75 % de la concession après de nouvelles négociations⁴⁴. Toutefois, même si la porte reste ouverte pour l'avenir, le Japon, toujours préoccupé d'assurer sa sécurité énergétique, a multiplié les contacts avec ses fournisseurs du golfe Persique – notamment les pays membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG) qui fournissent à eux seuls 75 % du pétrole consommé dans l'Archipel⁴⁵ – et redirigé quelque peu son attention sur le secteur pétrolier irakien plutôt que vers l'Iran malgré les énormes difficultés dans ce pays⁴⁶. Son implication en Irak s'est ainsi accentuée. Téhéran a pour sa part perdu plusieurs années pour le développement d'Azadegan et doit reprendre des discussions avec d'autres partenaires (le russe Lukoil ou l'indien Essar Group ont été un moment pressentis), sans certitude de parvenir à un accord, ou essayer de développer le champ lui-même. C'est cette dernière solution qui a finalement été choisie puisque le développement d'Azadegan a été confié à la National Iranian South Oil Company (NISOC), une filiale de la NIOC⁴⁷. Sur le plan politique, la République islamique n'est pas parvenue à resserrer ses liens avec Tokyo en l'impliquant dans son secteur stratégique du pétrole.

Malgré cet échec, dans le contexte des tensions autour de son programme nucléaire, Téhéran conserve tout son intérêt pour ses relations avec le Japon. Le fait que Tokyo favorise le dialogue pour résoudre la crise lui fournit un espace de respiration qu'il entend utiliser. En mars 2007, Mohammad Shariatmadari, membre du Conseil stratégique pour la politique étrangère de la République islamique, a rencontré Taro Aso dans la capitale japonaise. La question nucléaire était bien entendu au programme des discussions⁴⁸. À cette occasion, Téhéran a une nouvelle fois appelé le Japon à jouer un plus grand rôle dans la résolution de la question nucléaire, une option déjà mise sur la table⁴⁹ en 2006. Tokyo a pour sa part conservé sa prudence face à cette proposition. Cela ne l'a pas empêché de soutenir en avril 2007 la candidature de l'Iran pour

⁴⁴ « Inpex of Japan gives concession to NIOC on Azadegan oil field », *Irna*, 8 octobre 2006.

⁴⁵ Masaki, H., « New Energy Fuels Japan's Diplomacy : From the Middle East to Central Asia », *Japan Focus*, 6 mai 2007.

⁴⁶ « The Strategic Partnership : Iraqi Prime Minister Nuri al-Maliki in Tokyo », *Shingetsu Newsletter*, n° 580, 12 avril 2007.

⁴⁷ « Iranian firm awards Azadegan production to one of its subsidiaries », *AGOC*, vol. 12, issue 8, 24 avril 2007, et « Iran begins oil production at Azadegan oilfield », *AGOC*, vol. 12, issue 15, 21 août 2007.

⁴⁸ « Foreign Minister Aso holds talks with Iranian Officials », *Shingetsu Newsletter*, n°551, 17 mars 2007.

⁴⁹ « An 'Asian solution' to the Iranian Nuclear Crisis ? », *Shingetsu Newsletter*, n°556, 21 mars 2007.

l'obtention du statut d'observateur auprès de la South Asian Association for Regional Cooperation (SAARC), une position différente de celle de Washington et qui démontre que malgré les importantes turbulences dans leurs relations, le Japon entend ne pas rompre les liens tissés avec Téhéran⁵⁰. Face à l'intransigeance iranienne, le Japon n'a cependant d'autre choix que de critiquer le manque de coopération de l'Iran dans le dossier nucléaire, de le pousser à adopter une attitude plus constructive et de s'aligner sur les positions du Conseil de sécurité des Nations unies. Tokyo a ainsi jugé « déplorable » l'absence de réponse de Téhéran aux conditions des résolutions adoptées par l'ONU le 23 décembre 2006 (résolution 1737) et le 24 mars 2007 (résolution 1747). En conséquence tout en continuant à entretenir des relations avec Téhéran, il applique les sanctions décidées par le Conseil de sécurité⁵¹ – mais, contrairement à certaines rumeurs, Tokyo n'a pas adopté de sanctions supplémentaires. Le Japon continue de rappeler son espoir de voir régler le problème du nucléaire iranien pacifiquement, par des négociations. Il prévoit également de saisir chaque occasion d'inviter l'Iran à accepter ces conditions et à retourner au processus de négociation aussi tôt que possible. Malgré l'atténuement des relations, sur le plan politique, des représentants des deux gouvernements continuent à se rencontrer. À l'occasion de la seizième consultation bilatérale nippo-iranienne qui s'est tenue en juin 2007, Taro Aso s'est ainsi entretenu avec Mehdi Safari, le vice-ministre iranien des Affaires étrangères pour l'Asie, l'Océanie et la Communauté des États indépendants. Ce dernier lui a remis un message de Manouchehr Mottaki l'invitant en Iran, une invitation à laquelle le ministre japonais n'a pas répondu jusqu'à présent. À l'été 2007, des représentants des deux gouvernements se sont aussi retrouvés à l'occasion de réunions bilatérales de dialogue consacrées à la question des droits de l'homme, aux questions de désarmement et de non-prolifération, et à la coopération en matière consulaire, sans cependant que de grandes avancées soient enregistrées. Un haut représentant du ministère japonais des Affaires étrangères a également fait le déplacement en Iran à l'automne 2007 dans le cadre de la coopération qui s'est mise en place entre les deux pays pour obtenir la libération d'un étudiant japonais kidnappé dans le sud iranien en octobre 2007. Sur le plan économique, Tokyo et Téhéran maintiennent leurs rapports. Outre les achats pétroliers japonais – le Japon n'a pas renoncé à importer une part importante de son pétrole d'Iran, malgré les réductions passagères observées en 2006 –, environ 200 compagnies japonaises sont également installées à Dubaï d'où elles peuvent opérer sur le marché iranien. En matière d'exportations iraniennes non pétrolières, la place du Japon n'est d'ailleurs pas négligeable. Tokyo se classe en effet en quatrième

⁵⁰ « Tokyo backs Iran observer status in SAARC », *Shingetsu Newsletter*, n°574, 5 avril 2007.

⁵¹ « Tougher Iran sanctions approved », *The Japan Times*, 19 mai 2007.

position pour l'année 2006/2007 derrière les Émirats arabes unis, la Chine et l'Irak. Le Japon importe principalement des produits chimiques et des tapis iraniens⁵². Malgré ces liens commerciaux, pour accroître la pression sur Téhéran dans le dossier du nucléaire, certaines grandes banques japonaises ont semble-t-il gelé en avril 2007 le développement de relations futures avec l'Iran. Parallèlement, alors qu'une demande iranienne adressée aux compagnies japonaises de régler leurs achats pétroliers en yen ou en euro avait été repoussée, certaines d'entre elles envisagent d'y accéder⁵³ à partir de l'automne 2007. Étant donné sa charge symbolique, ce choix – qui correspond aux intérêts économiques de Téhéran à cause du mouvement de dépréciation du dollar observé ces dernières années – pourrait aussi offrir à la République islamique un instrument de propagande utile face à Washington. Vu de Téhéran, le bilan des relations avec le Japon est aujourd'hui mitigé. Si les liens pétroliers et commerciaux demeurent, ils ne sont cependant ni sans nuages ni optimaux. Le projet d'Azadegan ne s'est par ailleurs pas concrétisé, ce qui constitue un échec économique et politique important pour Téhéran. Les liens politiques entre les deux pays, sans être remis en cause, connaissent également une période de turbulences. Pour autant, la carte japonaise – certes moins intéressante que la carte chinoise puisque Tokyo ne dispose pas d'une place aussi importante que celle de Pékin au sein du Conseil de sécurité des Nations unies – offre à Téhéran une marge de manœuvre non négligeable, qu'il ne manquera pas de continuer à utiliser.

Bruxelles, novembre 2007

⁵² D'après Forget, B., « Le commerce extérieur de l'Iran en 2006 », *op. cit.* [40], p. 3.

⁵³ « Nipon oil to pay for Iran crude in yen, not dollars », *The Japan Times*, 19 juillet 2007.